

The Ad Hoc Coalition for Women's Equality and Human Rights



La Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Les groupes de femmes demandent un investissement dans les infrastructures sociales et une réforme de l'assurance-emploi, et mettent en garde contre des reculs au chapitre de l'équité dans le prochain budget

OTTAWA, le 21 janvier 2009 –

Des militantes en faveur de l'égalité des femmes ont envoyé une lettre ouverte au Premier ministre Stephen Harper et aux chefs de l'opposition, les exhortant à prendre en considération des mesures qui affectent les femmes dans le prochain budget.

« Les femmes représentent la moitié de la population du Canada et ils ne peuvent pas se permettre de nous ignorer », a affirmé Aalya Ahmad de la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne. « Présentement, les femmes ont moins accès à l'assurance-emploi et sont plus susceptibles d'avoir un travail précaire et d'être pénalisées sur le marché du travail lorsque des services de garde ne sont pas disponibles. »

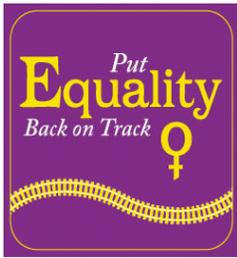
« Les femmes vont être les plus touchées par cette crise économique, en particulier les femmes marginalisées », a lancé Jane Warren du groupe Feminists for Just and Equitable Public Policy. « Les femmes ayant un handicap, par exemple, sont susceptibles de subir davantage de marginalisation et faire face à davantage de barrières à l'éducation, aux ressources, au travail et aux possibilités d'emploi, bien au-delà des barrières que subissent les femmes sans handicap. »

La coalition demande des investissements dans des projets d'infrastructures sociales en plus des investissements dans les infrastructures traditionnelles; par exemple, un programme national de services de garde qui soutiendrait la participation des parents occupant des emplois rémunérés et qui permettrait de créer des emplois dans un secteur traditionnellement occupé par les femmes. « Il s'agit d'un investissement immédiat et solide à long terme », avance Emily King de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance. « Des services de garde de bonne qualité ont démontré les bénéfices substantiels qu'ils procurent en retour, à plusieurs niveaux, à la société. »

Plusieurs organisations sont préoccupées que le gouvernement conservateur, avec son bilan en défaveur de l'égalité des femmes, utilisera la crise économique pour mettre de l'avant des mesures encore plus régressives.

« Nous suivons ce budget très attentivement », a dit Johanne Perron de la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick. Dans l'énoncé économique de novembre, le ministre des Finances, Jim Flaherty, a proposé de faire de l'équité salariale un élément de négociation entre

Rendez-nous visite en ligne à l'adresse www.egalitedesfemmes.ca/index.html
Communiquez avec nous par courriel à l'adresse coalitionforwomensequality@gmail.com



The Ad Hoc Coalition for Women's Equality and Human Rights



La Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne

employeurs et syndicats. « Jusqu'à date, le gouvernement n'a pas encore retiré cette proposition », a dit Johanne Perron. « Cela préoccupe un grand nombre de femmes. »

« L'égalité des femmes n'est pas négociable, particulièrement en période économique difficile. »

Voir ci-dessous le texte complet de la lettre ouverte à M. Harper, aux chefs de l'opposition et à la ministre de la Condition féminine et aux critiques. Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec Aalya Ahmad, co-coordonnatrice de la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne au numéro suivant : 819-503-6969.

-30-

Cher Monsieur Harper,

En préparation du prochain budget, la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne souhaite attirer votre attention sur des mesures budgétaires qui favoriseraient l'égalité des femmes au Canada et donc contribueraient à renforcer l'économie du pays.

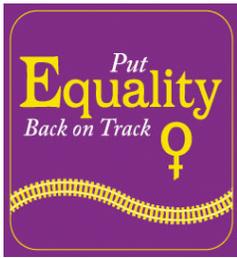
Des femmes partout au pays sont très préoccupées par la proposition de M. Flaherty dans son énoncé économique de novembre selon laquelle il veut faire de l'équité salariale un sujet de négociation entre les employeurs et les syndicats. Jusqu'à ce jour, le gouvernement n'a pas écarté cette intention.

La Coalition spéciale pour l'égalité des femmes vous demande instamment de vous opposer à une telle proposition dans le prochain budget. Au XXI^e siècle, l'égalité des femmes n'est pas et ne devrait jamais être un sujet de négociation. Il est irresponsable de continuer d'imposer des salaires discriminatoires à la moitié de la population en refusant de voir la solution, surtout en période de crise économique. Un salaire égal pour un travail de valeur égale est l'un des principes fondamentaux d'une économie saine et il peut devenir réalité en adoptant une loi proactive sur l'équité salariale comme l'a recommandé le Groupe de travail sur l'équité salariale 2004.

Les parents canadiens ont besoin d'un programme national de garde d'enfants qui répond aux principes QUAD, c'est-à-dire qui est axé sur la qualité, l'universalité et l'accessibilité et qui assure le développement de l'enfant. Améliorer l'accès au marché du travail, particulièrement en assurant des services fiables de garde d'enfants, ne peut qu'aider une économie chancelante. À l'heure actuelle, beaucoup de femmes qui veulent travailler doivent rester à la maison ou sont sous-employées à cause de la forte augmentation des coûts des services de garde et du manque de places en garderie.

Une allocation mensuelle ne peut pas remplacer un programme de garde d'enfants qui permet de faire de vrais choix. Nous pouvons et nous devons faire mieux pour nos familles. La Coalition spéciale pour l'égalité des femmes vous incite à favoriser la stabilité à long terme de l'économie en réclamant un programme de garde

Rendez-nous visite en ligne à l'adresse www.egalitedesfemmes.ca/index.html
Communiquez avec nous par courriel à l'adresse coalitionforwomensequality@gmail.com



The Ad Hoc Coalition for Women's Equality and Human Rights



La Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne

d'enfants et d'éducation de la petite enfance de qualité qui peut convenablement aider au développement de nos enfants.

Les femmes sont particulièrement vulnérables en cette période de crise économique. Beaucoup n'ont pas accès à l'assurance-emploi, et le peu d'aide que peuvent recevoir celles qui y sont admissibles est insuffisant pour leur permettre de survivre pendant une période de chômage. Les femmes paient des cotisations d'assurance-emploi, mais la plupart d'entre elles ne sont pas admissibles aux prestations. Les femmes comptent pour 70 % des personnes qui travaillent à temps partiel et pour près des deux tiers des personnes qui travaillent au salaire minimum au Canada. Une personne dont le revenu est bien inférieur au seuil de la pauvreté ne peut pas vivre avec 55 % de son salaire, même pour une courte période. Pour stimuler l'économie et prévenir la pauvreté, il faut dans le prochain budget améliorer l'accès à l'assurance-emploi et augmenter le niveau des prestations pour les personnes qui travaillent à temps partiel, à contrat ou à leur propre compte.

Enfin, la coalition vous encourage à veiller à ce que le plan de relance de l'économie prévoie des investissements dans l'infrastructure sociale. L'infrastructure sociale stimule la vraie économie, et non l'économie spéculative, en créant des emplois et non en accordant aux chefs d'entreprises des primes et des réductions d'impôts généralisées. L'infrastructure sociale peut offrir des programmes de logement abordable et de lutte contre la pauvreté, favoriser les technologies vertes et les mesures de protection de l'environnement et améliorer les conditions de vie des Premières Nations sur leurs territoires et des Autochtones dans l'ensemble du pays, surtout les femmes autochtones qui sont touchées par la pauvreté et la violence d'une manière disproportionnée. Tout plan de relance qui n'accorderait aucune place à l'infrastructure sociale manquerait de vision et abandonnerait les contribuables canadiens. L'infrastructure sociale peut contribuer à la création d'emplois et au renforcement de l'économie, non seulement pendant la présente crise financière, mais aussi dans l'avenir.

La Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne vous remercie de votre considération.

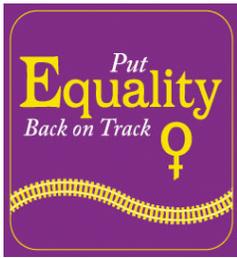
Veillez agréer, Monsieur, mes très sincères salutations.

La coordonnatrice de la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne,
Aalya Ahmad

CC :

Michael Ignatieff
Jack Layton
Gilles Duceppe
Elizabeth May
Helena Guergis
Maria Minna

Rendez-nous visite en ligne à l'adresse www.egalitedesfemmes.ca/index.html
Communiquez avec nous par courriel à l'adresse coalitionforwomensequality@gmail.com



The Ad Hoc Coalition for
Women's Equality and Human Rights

La Coalition spéciale pour
l'égalité des femmes et les droits de la personne

Nicole Demers
Irene Mathyssen

